



## CHAPITRE 99

Loi prévoyant l'appropriation de certains immeubles par la municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan

[Sanctionnée le 16 juillet 1964]

Préambule.

**A**TTENDU que la municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle est une corporation locale régie par le Code municipal;

Que dans les limites de son territoire, il existe quelque 7000 lots sur lesquels aucun acte de propriétaire ne semble avoir été posé par qui que ce soit depuis environ 40 ans;

Que la majorité de ces lots semble être la propriété de Canada Realty Company et de Shawinigan Falls Construction and Realty Company, qui semblent inactives depuis 1914;

Qu'aucune taxe scolaire ou municipale n'a été payée depuis 1914 pour ces lots;

Qu'un grand nombre de personnes s'aventurent sur ces terrains sans permission, ce qui constitue un danger constant d'incendie et de pillage;

Que pour la bonne administration de ses affaires et pour le bénéfice de ses contribuables, il serait avantageux que la pétitionnaire devienne propriétaire de ces lots;

Que la totalité de ces lots ont été subdivisés en 1913 sans tenir compte des accidents géographiques et que certains de ces lots sont même entièrement submergés;

Que pour assurer le développement harmonieux de la municipalité, il importe que ces subdivisions soient annulées;

## CHAPTER 99

An Act to provide for the appropriation of certain immoveables by the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan

[Assented to 16th July 1964]

**W**HEREAS the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan has, by its petition, represented:

That it is a local corporation governed by the Municipal Code;

That within the limits of its territory there are some 7000 lots to which no deed of ownership seems to have been made by anyone for about 40 years;

That the majority of such lots appear to belong to the Canada Realty Company and the Shawinigan Falls Construction and Realty Company which seem to have been inactive since 1914;

That no school or municipal taxes have been paid on such lots since 1914;

That a great number of people venture upon such lands without permission, thereby constituting a constant danger of fire and theft;

That for the good administration of its affairs and for the benefit of the ratepayers it would be advantageous for the petitioner to become the owner of such lots;

That all of such lots were subdivided in 1913 without regard for geographical features and some of them are completely under water;

That to ensure a harmonious development of the municipality it is essential that such subdivisions be cancelled;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Déclaration de propriété.

**1.** Sous réserve des articles suivants, la municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan deviendra propriétaire des lots originaires portant les numéros 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 299, 300, 301 et 302 du cadastre de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan ainsi que de la moitié nord du lot originaire numéro 291 du dit cadastre, laquelle mesure 2.25 arpents par 28 arpents plus ou moins.

Publication.

**2.** Dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, la municipalité doit en faire publier le texte intégral deux fois dans la *Gazette officielle de Québec* et dans un quotidien publié dans le district judiciaire de Trois-Rivières, le texte français deux fois dans deux quotidiens de langue française, un publié à Montréal et un à Québec, et le texte anglais deux fois dans deux quotidiens de langue anglaise, un publié à Montréal et un à Québec.

Intervalle.

Un intervalle d'au moins trois mois doit s'écouler entre chaque publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou dans un quotidien.

Requête du réclamant.

**3.** Toute personne qui prétend avoir des droits sur les lots visés à l'article 1 doit les faire valoir dans les vingt-quatre mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, au moyen d'une requête adressée à un juge de la Cour supérieure du district de Trois-Rivières et signifiée au secrétaire-trésorier de la municipalité.

Appel.

Il y a appel du jugement final rendu par le juge de la même manière que d'un jugement final de la Cour supérieure.

Jurisdiction.

La juridiction attribuée à un juge de la Cour supérieure par le premier alinéa ne peut en aucun cas être exercée par le protonotaire.

Requête par la municipalité.

**4.** Après l'expiration des vingt-quatre mois qui suivent l'entrée en vigueur de la

Whereas it is expedient to grant the prayers contained in such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Subject to the following sections, the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan shall become the owner of the original lots bearing numbers 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 299, 300, 301 and 302 of the cadastre for the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan as well as the northern half of original lot number 291 of the said cadastre, which measures 2.25 arpents by 28 arpents more or less.

**2.** Within twelve months after the coming into force of this act, the municipality shall cause to be published the entire text thereof twice in the *Quebec Official Gazette* and in a daily newspaper published in the judicial district of Three Rivers, the French text twice in two French daily newspapers, one published at Montreal and one at Quebec, and the English text twice in two English daily newspapers, one published at Montreal and one at Quebec.

An interval of at least three months must elapse between each publication in the *Quebec Official Gazette* and each daily newspaper.

**3.** Every person claiming to have rights in the lots referred to in section 1 must assert such rights within twenty-four months after the coming into force of this act, by means of a petition to a judge of the Superior Court of the district of Three Rivers and served on the secretary-treasurer of the municipality.

An appeal shall lie from the final judgment rendered by the judge in the same manner as from a final judgment of the Superior Court.

The jurisdiction assigned to a judge of the Superior Court by the first paragraph shall in no case be exercised by the protonotary.

**4.** After the expiry of twenty-four months following the coming into force of

présente loi, la municipalité pourra se faire déclarer propriétaire de la totalité ou d'une partie des lots visés à l'article 1 sur simple requête adressée à un juge de la Cour supérieure du district de Trois-Rivières.

Déclaration sous serment.

Cette requête devra être accompagnée d'une déclaration sous serment, signée par le secrétaire-trésorier de la municipalité, attestant qu'aucune requête visée à l'article 3 ne lui a été signifiée au sujet des lots dont la municipalité désire se faire reconnaître propriétaire, ou que si une telle requête lui a été signifiée, elle a été renvoyée par un jugement définitif.

Rôle du juge.

Le juge saisi de cette requête doit s'assurer que les formalités prescrites par la présente loi ont été remplies avant d'y accéder, et il peut ordonner la signification de cette requête selon qu'il le juge à propos.

Effet du jugement.

Un jugement rendu en vertu du présent article équivaut à un juste titre définitif.

Annulation des subdivisions.

**5.** Sur demande de la municipalité, les subdivisions cadastrales des lots originaires visés à l'article 1 devront être annulées par l'autorité compétente à l'égard seulement des lots ou parties de lots dont la municipalité aura été reconnue propriétaire.

Copie du jugement.

La demande de la municipalité devra être accompagnée d'une copie certifiée du jugement la déclarant propriétaire.

Signification de la demande.

Cette demande devra être signifiée au registrateur de la division d'enregistrement où sont situés ces lots.

Certificat d'hypothèque non requis.

La municipalité ne sera pas tenue de fournir un certificat de recherches d'hypothèque pour les lots faisant l'objet de sa demande.

Entrée en vigueur.

**6.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

this act, the municipality may have itself declared the owner of the whole or a part of the lots referred to in section 1 upon simple petition addressed to a judge of the Superior Court of the district of Three Rivers.

Such petition must be accompanied by a sworn statement, signed by the secretary-treasurer of the municipality, establishing that no petition contemplated in section 3 has been served upon him respecting the lots of which the municipality wishes to be recognized as the owner or, if he was served with such a petition, that it was dismissed by a final judgment.

Sworn statement.

The judge seized of such petition, before granting it, shall make sure that the formalities prescribed by this act have been complied with, and may order such service of the petition as he deems proper.

Functions of judge.

A judgment rendered under this section shall confer a valid definitive title.

Effect of judgment.

**5.** Upon petition by the municipality, the cadastral subdivisions of the original lots referred to in section 1 shall be cancelled by competent authority with regard only to the lots or parts of lots of which the municipality shall have been recognized as the owner.

Cancellation of subdivisions.

The petition by the municipality must be accompanied by a certified copy of the judgment declaring its right of ownership.

Copy of judgment.

Such petition must be served on the registrar of the registration division where such lots are situated.

Service of petition.

The municipality shall not be obliged to provide a certificate of hypothecs for the lots which are the subject of its petition.

No certificate of hypothecs.

**6.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.